

2025 on a revendiqué...2026 on continue

*Publication
éditée par le
Collectif des
Retraité.es
CGT du
Bassin
Mâconnais*

Le budget 2026 s'inscrit dans la continuité de la pression sur les finances locales, la santé, l'éducation et consacre l'explosion des dépenses militaires (+7 milliards en 2026).

L'État réduit ses dotations aux municipalités et fragilise le logement social, le secteur associatif. Face à cette régression sociale mal-logement, précarité, bas salaires, difficultés d'accès aux soins **les politiques municipales peuvent constituer un amortisseur social, défendant l'accès à des services publics de qualité, la transition écologique et la justice sociale.**

Nos revendications, gratuité des transports, accès aux soins sont incontournables. Les campagnes des différent.es candidat.es aux élections municipales ne peuvent ignorer ces sujets.

Oui, au niveau local, comme partout dans le monde rien ne peut être fait durablement contre l'avis de la population.

Ainsi, il sera de plus en plus difficile pour les gouvernants d'éviter la question de la justice fiscale, faire contribuer les grands capitalistes. **Soutenons notre Secrétaire Générale Sophie BINET attaquée pour avoir dénoncé l'attitude de certains patrons** <https://www.change.org/p/soutenir-sophie-binet-face-%C3%A0-sa-mise-en->

Oui, à bas bruit médiatique, les peuples imposent leurs préoccupations, expriment leur solidarité, se libèrent de l'emprise du dollars roi.

Des nations engagent entre elles d'autres relations basées sur la coopération.

En réaction, le capitalisme parasitaire qui n'est décidément pas réformable, reprend et développe sa prédation impérialiste (Palestine, Vénézuéla, Groenland..).

C'est une logique mortifère d'un système agonisant, mais prêt à tout pour accaparer des richesses, balayant au passage la démocratie dont il n'a plus besoin pour s'accumuler, au profit de pratiques autoritaires, racistes et fascistes.

En refusant de répondre aux urgences sociales, le gouvernement ouvre un boulevard aux forces d'extrême droite et fragilise la démocratie.

Pour la CGT, la résignation n'est pas de mise. C'est le tous ensemble dans les luttes et la solidarité avec les travailleuses, travailleurs de tous les pays, qui permettra un monde meilleur et imposera la paix.

Les TRUMPS et Cie aboient et la caravane des peuples passe.

Notre journal existe depuis 20 ans. Il paraît 3 fois/an.

Ce sont les adhérent.es de notre syndicat qui rédigent les articles avec l'apport occasionnel de syndiqué.es du territoire sur un sujet particulier.



BONNE ANNÉE

SANTÉ-BONHEUR

Que la solidarité tissée de gestes simples et de luttes partagées, nous porte plus loin que les obstacles.

La CGT sera toujours à vos côtés.

Syndicat CGT
des Retraité.es

Place des Cordeliers,

71000 MACON

Les 1^{er} et 3^{eme} lundi
du mois
de 14h30 à 17h .

06 83 46 59 08.

[multipro-
retraitescgt.macon
@orange.fr](mailto:multipro-retraitescgt.macon@orange.fr)

www.cgt-macon.org/
[actualites/](#)

Directeur de
publication
B.MALDONADO

Responsable
de rédaction
M.FREMY

ON LACHENT RIEN-PLUS NOMBREUX-PLUS DÉTERMINÉS POUR GAGNER



Le 15 octobre, notre syndicat a été à la rencontre des salarié.es et retraité.es devant la médiathèque et Aldi, pour faire signer une pétition en appui à la délégation CGT au Conseil d'Administration de l'Agirc-Arrco qui traitait le 17 octobre les hausses de pension.

Le patronat a refusé une revalorisation des retraites complémentaires au 1er novembre alors que les résultats des comptes de l'exercice 2024 se traduisent par un excédent de 4,6 milliards d'€, que les réserves atteignent 101,7 milliards d'€ et que 3 milliards d'euros sont issus des placements financiers (*Rapport de la Cour des Comptes*).

Des résultats financiers pris sur le dos des salarié.es et des retraité.es

L'augmentation des retraites et leurs revalorisations sont une exigence sociale, nous portons les revendications :

- Du gel de la valeur d'achat du point afin d'augmenter le nombre de points acquis ;
- La prise en compte des points retraites dès le premier euro cotisé.
- L'augmentation de la valeur de service du point de 10% au nom d'un rattrapage des pertes cumulées depuis 2020 et d'un maintien du pouvoir d'achat pour 2025.
- La revalorisation des retraites complémentaires en début d'année indexées sur l'évolution du salaire moyen ;
- La suppression de la sous indexation.

DÉPLACEMENTS DANS MÂCON

Les élu.es veulent-ils.elles connaître les besoins des citoyen.nes en matière de transports collectifs? Sont-ils.elles des sachant.es ? Bien mieux que les usagers.

Les courriers envoyés à Madame CANNET, vice-présidente de la MBA chargée des mobilités et aux maires de Charnay et St Laurent pour demander des améliorations aux transports collectifs à Mâcon sont à ce jour, restés lettres mortes.



Le 3 novembre, nous avons fait une conférence de presse (Mâcon Info, Jsl) exposant quelques propositions:

- Intégrer le Comité des Partenaires dans le collège « usagers & habitants ou autre acteur complémentaire »,
- Mettre en place des correspondances entre réseaux de bus payants et navettes gratuites à revoir,
- Créer des circuits supplémentaires pour desservir du quartier de la Chanaye au centre commercial Auchan, ceux périphériques des Murgerets/Saugeraies/Gautriats ainsi que Flacé, Bel Horizon et Hurigny qui sont souvent sans solution pour rejoindre le centre-ville et l'hôpital,
- Déployer une circulation le dimanche des 2 navettes gratuites pour rejoindre les établissements de santé, les événements culturels et sportifs.

Nous avons transmis les doléances des usagers pour les lignes C, B et E pour aller de Charnay directement au TGV, les besoins en mobilier urbain comme des abribus, des bancs, des arceaux à vélos...

Le 2 décembre, le secrétaire de notre syndicat a demandé directement à Mme Cannet les raisons de son silence. Elle se justifie en répondant qu'elle ne

donnera de réponse parce que cela se décide au dessus d'elle!! mais que des petites choses sont en train d'être travaillées??? Pour notre participation au Comité des Partenaires, pour elle « la fameuse question, c'est pareil » !

Qui préside la MBA ? Mais la composition et la présidence peuvent changer après les élections municipales de mars 2026.!!

POUVOIR D'ACHAT



Le 6 novembre, rassemblement devant la préfecture des retraité.es à l'appel de la CGT départementale, FSU, FGR-FP. Se sont joints des retraité.es de LSR et d'Attac.

200 personnes ont brandi pancartes et slogans contre le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale qui est une attaque sans précédent contre les droits des retraité.es, la variable d'ajustement d'un budget austéritaire épargnant totalement les riches.



Photo Macon info

Pour la CGT «On ne lâchera pas notre droit à une retraite digne et à des soins accessibles à tous ».

Une délégation a été reçue en préfecture où les revendications ont été affirmées:

- ☞ Revalorisation de 10 % de toutes les pensions,
- ☞ Mesures immédiates pour les petites retraites,
- ☞ Indexation des pensions sur l'évolution des salaires,
- ☞ Droit à la santé et à l'accès aux soins pour toutes et tous,
- ☞ Retour de la retraite à 60 ans avec des départs anticipés pour les métiers pénibles,
- ☞ Maintien de l'abattement fiscal de 10%.

Les retraité·es ont dénoncé ce 6 novembre leur situation qui demeure encore sujet à attaques ainsi que leur santé mise en péril avec le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire annuelle fixée à 100 euros, l'affaiblissement du statut « Affection de Longue Durée », la diminution de la prise en charge des cures thermales. Et toujours aucune mesure pour la perte d'autonomie.

Autant de mesures contraignant nombre de retraité·es à se priver de soins et de suivi médical.

Evidemment, les plus hauts revenus et les entreprises sont à nouveau épargnés : niches fiscales, dividendes faramineux aux actionnaires, exonérations de cotisations sociales et aides publiques sans contrepartie.

LA SÉCU C'EST VITAL



Samedi 6 décembre au matin, le syndicat des retraité.es du bassin mâconnais est allé à la rencontre des habitant.es, rue Carnot, pour informer et faire signer la carte-pétition « La Sécu c'est vital » pour la défense et l'amélioration de notre système de protection sociale.

Des militant.es ont échangé avec les passant.es sur l'origine de la **Sécurité sociale et le rôle de premier plan joué par Ambroise Croizat**, secrétaire général de la fédération CGT des travailleurs de la métallurgie et député PCF, pour la promulgation des 2 ordonnances fondatrices (4 et 19 octobre 1945). Il sera nommé ministre du travail et de la Sécurité sociale en 1945.

Des affichettes exposaient le financement de la Sécurité sociale par les cotisations sociales, les tarifs que payeraient les usagers de l'hôpital de Mâcon cette année et le coût de traitements s'il n'y avait plus de prise en charge Sécu mais un système « à l'américaine » où la carte bancaire remplacerait la carte vitale.



Beaucoup de discussion notamment de la part de jeunes très intéressés.

96 personnes ont signé la carte-pétition de défense de la Sécurité sociale que les gouvernements successifs et le patronat veulent casser pour mettre en place des assurances privées.

Des panneaux sur l'Agirc-Arrco expliquaient la retraite complémentaire des salariés du privé.

La présidente de l'Agirc-Arrco, Diane Milleron-Deperrois, directrice générale d'AXA Assurance gère un portefeuille en achat d'actions et placements obligatoires qui ont rapporté 661 millions € en 2021. On y trouve Total Energy, Chevron, Exxon, Ferrari, Renault, Volkswagen, mais aussi Korian (Ehpad), des placements aux USA et plusieurs pays européens. L'Agirc-Arrco, un vrai fond de pension comme aux Etats-Unis.

Le CA de l'AGIRC-ARRCO a acheté 3 milliards d'actions Airbus, Thales, Safran pour efforts de guerre avec nos cotisations.

C'est l'argent des retraité.es et des salarié.es !

VOL DU SALAIRE SOCIALISÉ À LA CNRACL



Quand des employeurs publics volent le salaire socialisé des agents des collectivités territoriales pour leur future retraite de la Caisse Nationale des Agents des Collectivités Territoriales (Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers)

C'est inadmissible : de plus en plus d'établissements publics choisissent délibérément de ne pas payer leurs cotisations retraite à la CNRACL.

En 2024, ce sont 500 millions d'euros – un demi-milliard – qui n'ont pas été reversés, alors même que la caisse affiche un déficit de 3,5 milliards.

La Fonction publique hospitalière concentre **73 % des employeurs défaillants et 96 % des sommes dues**. Depuis 2017, ces impayés explosent, avec une nouvelle flambée de +16 % en 2024. Ces manquements ne tombent pas du ciel : ils sont la conséquence directe d'un **Plan de Financement de la Sécurité Sociale** et d'un **Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie** insuffisants, et d'un ministère des Finances qui organise la fragilisation de la Sécurité sociale.

Pire : un employeur public, condamné, a obtenu un échelonnement de dette... **sur près de 100 ans** ! Un encouragement à cesser de verser les cotisations dues.

Les complices du vol : l'État et des ARS qui ont pourtant un devoir d'exemplarité.

Rappelons que les cotisations retraites salariées

-ales et employeurs font partie intégrante de notre salaire socialisé. Ce salaire différé finance nos retraites, mais aussi les prestations maladie, AT-MP, maternité, chômage. **Ne pas le payer, c'est confisquer une partie du salaire des agents.**

Nous refusons que celles et ceux qui font tourner l'hôpital, le médico-social et les collectivités voient leurs droits fondamentaux piétinés.



Dessin Tract CGT Santé

2026, LE PIRE BUDGET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les mobilisations et les débats parlementaires ont permis de supprimer de nombreuses mesures du budget Lecornu 1ère version de la Sécurité sociale (PLFSS) pour autant examinons les conséquences de la Loi de Financement de la Sécurité sociale 2026 sur le quotidien des retraités .

Mesures concernant nos pensions :

- Revalorisation des pensions de 0,9% pour janvier 2026. La désindexation des pensions de retraite jusqu'en 2030 a été supprimée.
- Complémentaire AGIRC-ARRCO : pas de revalorisation pour les 14,7 millions de retraités la percevant.
- Un petit mieux pour la retraite des femmes ayant eu des enfants. 1 enfant : calcul sur 24 années (au lieu de 25). 2 enfants et plus : calcul sur 23 années (au lieu de 25).

Mesures concernant la santé:

- Le doublement des franchises, les participations médicales et la limitation des affections de longue durée (ALD) ont été supprimés.
- L'Objectif National de Dépense de l'Assurance Maladie (**ONDAM**), qui devait augmenter de

1,6%, est finalement fixé à 3,1%.



Malgré l'augmentation, l'effort reste insuffisant pour répondre aux besoins croissants et à l'inflation. Il aurait fallu qu'il augmente au moins de 4%

pour arriver à couvrir ces besoins.

Les hôpitaux sont déjà endettés (3 Milliards d'euros en 2024) ; un ONDAM sous-évalué agravera cette situation

Mesures concernant le Financement de la Sécurité sociale:

La taxation des complémentaires santé à 2,05% sera répercutée sur les usagers. Un mauvais coup pour les retraité.es qui supportent déjà des frais de mutuelle injustement très élevés.

Nous déplorons que le patronat, le gouvernement et les partis du socle commun aient empêché l'augmentation des recettes de la Sécurité sociale en refusant de remettre entièrement en cause les 80 Milliards d'exonérations des cotisations sociales qui constituent des effets d'au-baine et des trappes à bas salaires.

Enfin, cette politique favorise une marchandisation progressive du système, au profit des assurances privées et de la capitalisation, en fragilisant la Sécurité sociale pour mieux justifier le recours au secteur privé lucratif. La Loi de Financement de la Sécurité sociale devient ainsi un outil supplémentaire de remise en cause du modèle solidaire issu de 1945, au détriment de la population.

La CGT milite pour le droit à une Sécurité sociale intégrale (100 % Sécu), qui soit à la fois démocratique et capable d'évoluer en fonction des besoins tout au long de la vie.

La CGT défend le financement par les cotisations sociales, car elles représentent une partie du

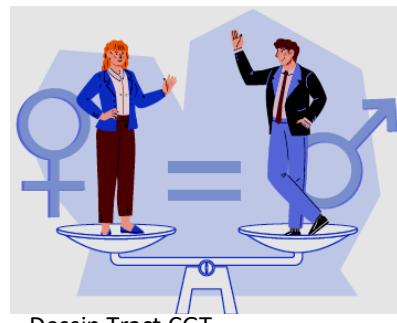


Dessin Tract CGT

salaire mis en commun (le "salaire socialisé") dont les travailleur.euse.s décident collectivement de l'usage pour l'intérêt général.

Afin de renforcer ce financement, la CGT propose de :

- Réformer et élargir l'assiette de calcul des cotisations sociales en y intégrant toutes les formes de revenu, notamment les dividendes, les stock-options et les primes.
- Mettre fin aux exonérations de cotisations sociales.
- Créer une sur-cotisation pour les entreprises qui ont des politiques salariales au rabais et gèrent l'emploi de manière précaire.
- Transformer la CSG en cotisation sociale et établir une contribution sociale sur tous les revenus financiers.



Dessin Tract CGT

• Instaurer immédiatement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, ce qui engendrerait une augmentation d'au moins 20 milliards d'euros des cotisations.

Locaux d'Urbanisme) permettent aux personnes âgées de se déplacer en toute sécurité avec signalisation visible, rues accessibles, bancs, lieux ombragés...

→ Si la gestion de la voirie est réactive et efficace notamment en cas d'intempéries (neige, inondation...) pour prévenir les chutes...

→ Si l'environnement est accessible, propre, répond aux changements de température (collecte des déchets ménagers, assainissement des eaux domestiques, distribution d'eau potable...),

→ Si la mise en œuvre d'un Plan Local de l'Habitat prend en compte et anticipe le vieillissement de la population et finance des logements pour personnes âgées fragiles, précaires,

→ Si la sécurité de circulation et de stationnement est assurée pour éviter des accidents.

Alors examinez les programmes des candidat.es aux municipales avant d'aller voter. Et attention au populisme, à la démagogie et aux promesses comme celles faites en 2020 qui n'ont jamais été tenues.

DES SERVICES PUBLICS AU SERVICE DU PROGRÈS SOCIAL !

Parce que les services publics et la Fonction publique sont notre bien commun, parce qu'ils sont de puissants leviers de transformation écologique et sociale et de lutte contre les inégalités, parce qu'ils concourent à la cohésion et à l'inclusion sociales et plus largement à la démocratie, la CGT exige des services publics et une Fonction publique au service du progrès social pour toute la société.

ÉLECTIONS MUNICIPALES, LES RETRAITÉ.ES CONCERNÉ.ES



Dessins Indécosa CGT

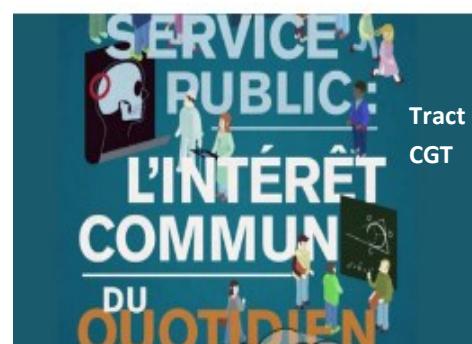


Les retraité.es sont concerné.es par ces élections. C'est déjà au niveau communal, qu'en fonction des choix opérés par la municipalité, les réponses à leurs besoins seront effectives ou ignoré.es.

Par ces compétences, la ville peut améliorer la situation des retraité.es si

→ **Le Centre Communal d'Action Sociale** est à l'écoute des besoins, informe sur les aides financières (APA, ASH pour les EHPAD...) accompagne dans les démarches administratives, la recherche d'aides à domicile, la lutte contre la pauvreté, fait de la prévention (nutrition, isolement, canicule, grand froid...).

→ **Si les infrastructures, transports** (les Plans



C'EST POSSIBLE, DE L'ARGENT IL Y EN A!

Les 500 familles les plus riches concentrent 40 % du revenu national et 60% du patrimoine est détenu par 10% de la population.

Le capital est gavé de fonds publics : plus de 210 milliards d'euros sont alloués chaque année aux entreprises, et d'abord aux plus grosses d'entre elles sans contreparties sociales ou environnementales, sans suivi ni évaluation de leur utilisation. Les dividendes distribués explosent : plus 50 % en 5 ans. Une partie de cet argent serait utile pour financer des services publics renforcés.

DES SERVICES PUBLICS PARTOUT POUR TOUS

Plutôt que de supprimer des milliers d'emplois d'agent.es, fonctionnaires et contractuel·les, il faut en créer partout où c'est nécessaire pour répondre à l'évolution des besoins de la population, comme par exemple dans la prise en charge du grand âge, les hôpitaux qui ont perdu près de 45.000 lits en 10 ans, l'Éducation nationale où 4000 suppressions de postes sont prévues malgré le déficit d'enseignant.es en France.

Plutôt que de fermer des administrations, de supprimer des opérateurs et agences de l'État qui mettent en œuvre et évaluent les politiques publiques au plus près des territoires, **il faut assumer sur l'ensemble du territoire, y compris outre-mer, des services publics de pleine compétence et de proximité.**

Plutôt que d'étrangler sans cesse les collectivités territoriales et de les empêcher de financer les services publics territoriaux, d'investir dans la transition écologique (rénovation de bâtiments publics, d'écoles, etc.), de financer les associations dont les subventions ont déjà diminué de 40% en 3 ans (90.000 emplois menacés selon le Mouvement associatif), **il faut augmenter leurs moyens et dotations budgétaires.**

Comme pour l'ensemble du salariat, les conditions de vie des agent.es publics doivent être significativement améliorées : réduction du temps de travail, augmentation des salaires et des traitements des fonctionnaires qui ont perdu 25% de pouvoir d'achat en dix ans, égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes...



Où les chinois ont bon dos !

Il est stupéfiant de voir se développer un véritable racisme occidental dans nos médias, **la propagande quasi institutionnelle accuse l'étranger d'être à l'origine de tous nos maux**. Exemple l'affaire de Shein. Relayée parfois par des gens sincères. Un dirigeant de gauche a dit que la Chine, après avoir tué la production textile en France, allait tuer la distribution avec le développement de Shein.

Shein, Chinois. Vous êtes sûr ? Le siège de Shein est à Singapour, Shein échappe donc à la réglementation de la République Populaire de Chine. Ses actionnaires principaux sont une société de capital-risque de Taiwan, une société financière chinoise certes, mais qui a un siège à New-York, une société de capital-risque californienne, et une autre société financière US. Les produits proposés viennent de pays divers.

C'est donc bien la mondialisation financière que tous les libéraux occidentaux ont construit qui œuvre, met en concurrence et fait fermer nos usines.



Les budgets 2026 des EHPAD sont bloqués par le Conseil Départemental de Saône et Loire avec un taux directeur d'évolution de 0% .

Conséquence : les établissements déjà en grande difficultés (près de 80% sont en déficit) vont se retourner vers les personnes âgées et leur famille, pour équilibrer leur budget alors que tout augmente.

De plus, le Conseil Départemental encourage les EHPAD à mettre en place des tarifs différenciés.

Conséquences : 1 prix de journée pour les résidents de l'aide sociale, payé par le département et 1 majoré pour les autres pouvant aller jusqu'à + 35% . Les futurs résidents vont payer le prix fort.

« Pour son avenir, l'humanité n'a d'autre chemin que la paix* »

Jamais la planète n'a connu autant de conflits, plongeant des populations entières dans la misère, l'exil et des catastrophes humanitaires, comme à Gaza, en Ukraine, au Soudan...

L'action pour la paix et le désarmement est plus que jamais impératif. Elle jalonne l'histoire de la CGT* et du mouvement social, car les victimes de la guerre ce ne sont pas ceux qui la décident, mais sont essentiellement les travailleur.euses, les femmes et les enfants.

Pas de progrès social sans la Paix, pas de Paix sans justice sociale.

Dans un pays en guerre, qu'il soit agressé ou agresseur, les valeurs de démocratie, les droits de revendiquer, de lutter, de s'organiser en syndicat, le droit à la sécurité sont remis en cause, voir interdits.

En France, les logiques d'économie de guerre engendrent un accroissement inacceptable des dépenses militaires et fait de notre pays le 2^{eme} exportateur d'armement dans le monde; **au détriment des budgets pour la Santé, l'Education, les Services Publics qui sont, eux amputés systématiquement.**

La Paix, n'est pas seulement l'absence de guerre, c'est imposer d'autres rapports entre les peuples basés sur la coopération plutôt que la compétitivité, qui nourrit toujours plus de pouvoir dans l'intérêt du capitalisme.

Agir pour la Paix, pour satisfaire les revendications des travailleur.euses et des retraité.es, est indissociable de la lutte pour le désarmement et en premier lieu des armes nucléaires.

La CGT revendique que toutes production d'armes soit mise sous tutelle intégrale de la nation avec la création d'un pôle public national de l'industrie de défense. La CGT exige le retrait de la France de l'OTAN, bras armé de la politique hégémonique et dangereuse des USA dans le monde.

Une réforme de l'ONU est nécessaire, en particulier du Conseil de Sécurité qui devrait être élargi à des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud.

* Article 1er des statuts de la CGT « Elle milite en faveur des droits de l'Homme et de la Paix »

*Victor Hugo

LA PAIX C'EST NOTRE DROIT :

Faire grandir la culture de la paix dans les consciences
Rendre plus efficace notre maison commune
en faveur de la paix qu'est l'O.N.U.



Pour commencer un petit brin de géopolitique. Depuis l'effondrement de l'U.R.S.S., les idéologues néolibéraux ont décrété la fin de l'histoire et ont érigé cette philosophie comme mondiale avec les U.S.A à la baguette de cette triste musique. En réalité malgré leurs forces militaires et monétaires, 35 ans après, les U.S.A. et leurs « alliés » occidentaux ne dominent plus entièrement les peuples. On entre dans un monde multipolaire avec un partage des zones d'influence, la maîtrise des richesses des sous-sols afin de faire fonctionner leurs économies d'où la multiplication des conflits.

Pourtant l'exigence de paix, les belles initiatives à travers les forces progressistes restent majoritaires sur la planète, mais elles sont déformées ou tuées par la somme d'informations négatives que les médias nous déversent et qui ont pour but le repli identitaire tant des individus que des états.

Le mot menace est partout (*menace de l'invasion, des immigrés etc.*)

Pour que la paix soit un droit universel, il a été créé en octobre 1945 l'O.N.U. qui succédait à la Société Des Nations. Mais ce droit ne peut que s'accompagner d'un désarmement mondial et de la dissolution des blocs militaires. Cela devient urgent car les budgets militaires dans le monde explosent : à la fin des années 1980 ils étaient de 1.000 milliards de dollars, ils sont en 2025 à 2.700 milliards. L'ensemble des pays adhérents à l'O.T.A.N. y consacrent 1.500 milliards dont 878,6 pour les U.S.A., 276,7 milliards pour la Chine, 133 milliards pour la Russie. Dans l'Union Européenne il y a le projet pharaonique de réarmement de l'Allemagne de 1.000 milliards sur 12 ans.

L'ADAGE : SI TU VEUX LA PAIX PRÉPARE LA GUERRE N'A JAMAIS ABOUTI À LA PAIX MAIS À LA GUERRE.

L'O.N. U avec sa charte doit être conservée et améliorée.

Elle est actuellement composée de 193 états avec ambassadeurs (50 en 1945 à la signature), d'un Conseil de Sécurité de 15 membres dont 5 permanents avec droit de véto, une Assemblée Générale et un grand nombre d'organismes qui ont œuvré et œuvrent encore pour le bien de

l'humanité (Cour de Justice Internationale, O.M.S, U.N.E.S.C.O, U.N.I.C.E.F, O.I.T, l'U.N.W.R.A pour les Palestiniens etc.). L'O.N. U et ses organismes a permis de faire avancer l'idée qu'une culture de la Paix et une fraternité planétaire est possible.

Alors pourquoi l'O.N.U. paraît-elle si impuissante aujourd'hui au point que beaucoup disent qu'elle ne sert à rien ?

- ☞ Dès sa création les 4 grands vainqueurs de la 2ème guerre mondiale auquel la France s'est ralliée ont mis le ver dans le fruit en imposant leurs 5 membres permanents et non révocables (*article 108 et 109 de la charte*) avec droit de véto qui bloquent toutes résolutions n'allant pas dans le sens de leurs intérêts.
- ☞ Le Droit cardinal affirmé dans la charte de la souveraineté des états précise que la souveraineté des états et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doivent être respectés. En revanche, pour la Paix sur la planète, le droit international ne prime pas sur le droit de chaque État qui s'accorde à sa façon des traités et des recommandations non contraignantes.

Pour sortir de cette situation

- **En premier lieu défendre et améliorer le fonctionnement démocratique de l'O.N. U,** de certains articles de sa charte en s'appuyant sur la volonté des peuples, des forces progressistes (*Partis, syndicats, associations, O.N.G. etc.*).
À l'exemple d'une meilleure prise en compte du réchauffement climatique, l'intervention des peuples peut peser, aidée par les échanges internet/réseaux sociaux.
- **Rejeter l'idée que l'O.N. U ne sert à rien** mais défendre qu'elle soit un outil qu'il faut conserver et améliorer.
- **Refuser sa disparition qui ferait le jeu de ceux qui ne veulent plus de droit international en remplaçant la force du droit par le droit de la force.**
- **La lutte pour la Paix va de pair avec celle pour le dépassement du capitalisme.**

La tâche est énorme mais exaltante, elle passe aussi à notre échelle par le renforcement de notre organisation syndicale.

**IL Y A SUR CETTE TERRE DES GENS QUI S'ENTRETIENNENT, CE N'EST PAS GAI,
MAIS IL Y A AUSSI DES GENS QUI S'ENTREVIVENT*, J'IRAI LES REJOINDRE.
Jacques PREVERT.**

**LA C.G.T FAIT PARTIE DE CEUX QUI S'ENTREVIVENT*,
VENEZ REJOINDRE NOTRE MONDE DE JUSTICE SOCIALE,
DE FRATERNITÉ ET DE PAIX.**



*Se vivre mutuellement ; cohabiter dans une harmonie collective
Les 2 dessins sont issus de tracts CGT